



**Università Cattolica
del S. Cuore**



**Fondazione C.E.U.R.
Centro Europeo
Università e Ricerca**

Convegno Internazionale di Studi

Le Università "di tendenza" per l'Europa

**Università Cattolica del S. Cuore
Largo Gemelli, 1 - Milano 3-5 settembre 2004**

DOCUMENT FINAL

redatto dal gruppo di lavoro composto da
Francesco Margiotta Broglio (coordinatore), Università di Firenze
Rik Torfs, Katholieke Universiteit Leuven
Grigorios Papatomas, Institut de Théologie orthodoxe Saint Serge de Paris
Patrick Valdrini, Institut Catholique de Paris, Presidente della F.U.C.E.
Gianni Long, Presidente della Federazione Chiese Evangeliche italiane
Michele Madonna (segretario), Università Cattolica del Sacro Cuore

**Osservatorio delle Libertà e delle Istituzioni Religiose
www.olir.it**

Les participants au Congrès International d'Etudes "Les Universités *de tendenza* pour l'Europe" réunis à Milan le 5 septembre 2004,

AYANT A L'ESPRIT

les articles pertinents du Traité constitutionnel de l'UE;
la Convention Européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
la Déclaration de Bologne (19 juin 1999);
la Déclaration de Eichstätt de la FUCE (mai 2004);
la Déclaration n. 11 annexée à l'Acte final du Traité d'Amsterdam par laquelle l'Union Européenne a reconnu explicitement qu'elle respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les Eglises, les associations ou communautés religieuses et les organisations philosophiques et non confessionnelles;

CONSIDERANT

- que, dans des circonstances particulières, une différence de traitement peut être justifiée lorsqu'une caractéristique liée à la religion ou aux convictions constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante (Directive 2000/78/CE du Conseil, 27 novembre 2000);
- que, dans cette perspective, les Etats membres peuvent maintenir ou prévoir des dispositions spécifiques sur les exigences professionnelles essentielles requises pour exercer des activités professionnelles liées à la religion ou aux convictions;
- qu'une analyse comparative de la condition juridique des universités de tendance peut indiquer que les régimes existants dans tel ou tel Etat peuvent se révéler plus intéressants que ceux expérimentés ailleurs et que des modèles peuvent servir de référence;

RAPPELLENT

- que les universités de tendance sont un lieu traditionnel de formation et d'éducation inscrit dans le passé éducatif européen (149 dont 30 sont représentées à ce Congrès);
- que les universités de tendance sont une des expressions significatives de la liberté académique garantie par les Traités;
- qu'elles rassemblent un nombre important d'enseignants et d'étudiants et qu'aussi elles ne représentent ni une réminiscence d'un passé dépassé, ni une excentricité dans un paysage universitaire guidé par les impératifs de l'eupéanisation et de la mondialisation;
- qu'elles peuvent, par conséquent, jouer un rôle essentiel mis en valeur et renouvelé dans une société multiculturelle et pluraliste grâce à l'équilibre, qui les caractérise, entre l'identité et l'esprit d'ouverture dans une société moins homogène, mais fondée sur les valeurs communes qui sont à la base de la construction européenne;
- que dans cette direction les relations avec les autres universités sont certainement renforcées;
- que le système des universités de tendance peut favoriser l'intégration des minorités religieuses, philosophiques ou culturelles dans le paysage européen fondé sur les valeurs de l'Union.

DEMANDENT A L'UNION EUROPEENNE

de conserver et garantir le patrimoine représenté par les Universités de tendance dans le cadre de la promotion du progrès scientifique et technique et du respect de la diversité culturelle et linguistique;

INVITENT LES UNIVERSITES DE TENDANCE

- à promouvoir, dans l'esprit de l'art. II-51 du Traité constitutionnel, le dialogue entre l'UE, les Eglises et les organisations philosophiques ainsi que la recherche des convergences entre les religions et les convictions par l'enseignement de la philosophie, de la théologie, de l'histoire et des droits comparés des religions et par le biais d'un réseau stable entre les universités intéressées ainsi que par le développement des forums et des réseaux existants (p.e. FUCE);
- à renforcer soit les enseignements spécifiques dans les domaines de compétence de l'UE, soit des enseignements généralistes sur l'héritage historique commun et sur les valeurs communes aux pays de l'Europe;
- à faciliter l'intégration des universités des pays de l'élargissement dans le système universitaire européen et à aider par leur expérience ces établissements à accomplir leur fonction d'éducation à l'esprit européen;
- à continuer à renforcer l'héritage et l'identité de l' «université européenne» face aux excès d'une formation basée exclusivement sur des relations impersonnelles et sur des technologies d'enseignement (e-learning);
- à contribuer à la création ou au renforcement d'une vraie communauté universitaire européenne au-delà des frontières nationales, linguistiques, religieuses et philosophiques, dans le cadre d'une éducation de qualité qui encourage la coopération entre Etats membres, tous en respectant pleinement la responsabilité des Etats membres de l'UE quant au contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi et dans le respect de leur diversité culturelle, religieuse et linguistique;
- à développer la dimension européenne dans l'enseignement aussi bien par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres que par l'enseignement des matières «européennes» dans la formation universitaire de base;
- à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants en multipliant les programmes Socrates et les chaires Jean Monnet;
- à être très présentes dans les activités pédagogiques et scientifiques des universités en répondant, notamment eu égard aux impératifs du pluralisme, aux conceptions de base de la construction européenne.